



Groupe ActionLogement

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE - CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS
LOCATIFS SOCIAUX
301 CHEMIN DES VARCIAUX – SAINT ISMIER**

PROCEDURE :

Procédure adaptée passée en application de l'article R. 2123-1 du code de la
commande publique

S O M M A I R E

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2	FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS À L'ENTREPRENEUR	4
1.3	SOUS-TRAITANCE.....	4
1.4	COTRAITANCE	5
ARTICLE 2.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
2.1	PIECES PARTICULIÈRES	6
2.2	PIECES GÉNÉRALES	6
ARTICLE 3.	CONTENU ET DÉCOMPOSITION DE LA MISSION	7
3.1	DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ	7
3.2	MISSIONS DÉVOLUES À LA MOE.....	7
ARTICLE 4.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
4.1	RECEPTION, REJET, AJOURNEMENT DES PRESTATIONS	8
4.2	SECRET PROFESSIONNEL	8
4.3	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
4.4	AUTRES INTERVENANTS À L'OPÉRATION	9
4.5	MODÈLES À UTILISER EN COURS D'EXÉCUTION	9
4.6	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ	10
4.7	PRÉSENTATION DES DOCUMENTS	10
4.8	SUIVI DE L'EXÉCUTION	10
ARTICLE 5.	HONORAIRES ET RÈGLEMENT DES COMPTES	11
5.1	CARACTÈRE DE LA RÉMUNÉRATION	11
5.2	CONTENU DE LA RÉMUNÉRATION	12
5.3	MODALITÉ DE RÉVISION DES PRIX	12
5.4	DÉCOMPOSITION DU FORFAIT PAR ÉLÉMENTS DE MISSIONS	12
5.5	ÉTABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE.....	12
5.6	MODALITÉS DE FIXATION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION	13
5.7	CLAUDE INCITATIVE.....	13
5.8	RÈGLEMENT.....	13
5.9	ACOMPTES	14
ARTICLE 6.	ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE SUR LE COUT DES TRAVAUX	17
6.1	ENGAGEMENT SUR PERFORMANCES.....	17
6.2	AVANT LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	18
6.3	APRÈS LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	19
ARTICLE 7.	DÉLAIS D'EXÉCUTION	20
7.1	GÉNÉRALITÉS	20
7.2	DÉLAIS D'EXÉCUTION EN PHASE ÉTUDES ET TRAVAUX.....	21
ARTICLE 8.	UTILISATION DES RÉSULTATS	22
ARTICLE 9.	CONTRÔLE ET RÉCEPTION DU CONTRAT	22
9.1	EN COURS DE RÉALISATION	22
9.2	ACHÈVEMENT DE LA MISSION	23
ARTICLE 10.	ASSURANCES	23
10.1	DISPOSITIONS DIVERSES	23
10.2	ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE ET EXPLOITATION	23
10.3	ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE DÉCENNALE (RCD).....	24
ARTICLE 11.	DOCUMENTS ADMINISTRATIFS À PRODUIRE PENDANT L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	24
11.1	DOCUMENTS À PRODUIRE TOUTS LES 6 MOIS JUSQU'À LA FIN DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	24

11.2	DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES ANS JUSQU’A LA FIN DE L’EXECUTION DU MARCHE	25
11.3	LES DOCUMENTS EXIGIBLES EN CAS DE DETACHEMENT D’UN SALARIE SUR LE SOL FRANÇAIS	25
ARTICLE 12.	MODIFICATIONS STATUTAIRES ET DEFAILLANCE DE LA MAITRISE D’ŒUVRE	25
12.1	MODIFICATIONS STATUTAIRES	25
12.2	DEFAILLANCE DANS LA STRUCTURE DU MAITRE D’ŒUVRE EN CAS DE GROUPEMENT	26
ARTICLE 13.	PENALITES – OBLIGATION DE RESULTAT	26
13.1	LISTE DES PENALITES	26
13.2	MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITE DU MAITRE D’ŒUVRE EN CAS DE NON-OBTENTION DES CERTIFICATIONS	28
13.3	PENALITES POUR FAUTES GRAVES	28
ARTICLE 14.	EVOLUTIONS DU CONTRAT	29
14.1	MODIFICATION DU CONTRAT	29
14.2	MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION	29
14.3	PRESTATIONS SIMILAIRES	29
14.4	CLAUSES DE REEXAMEN	29
ARTICLE 15.	INTERRUPTION – RESILIATION DES PRESTATIONS	29
15.1	ARRET DE L’EXECUTION DE LA PRESTATION	29
15.2	RESILIATION	29
ARTICLE 16.	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D’INFLUENCE	30
ARTICLE 17.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	31
ARTICLE 18.	INTERPRETATION – DROIT APPLICABLE	31
ARTICLE 19.	LITIGES - TRIBUNAL COMPETENT	32
ARTICLE 20.	DEROGATIONS AU CCAG	32

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Administratives s'applique pour le compte du Pouvoir adjudicateur de la SDH aux prestations afférentes à la maîtrise d'œuvre de l'opération ci-après :

**Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réalisation de travaux de construction de
11 logements locatifs sociaux labélisés NF Habitat HQE avec avance de seuil niveau RE2025 situés au 301
Chemin des Varciaux 38330 SAINT ISMIER**

Le présent contrat est régi par les articles L. 2410-1 et suivants du code de la commande publique relatif à la maîtrise d'ouvrage public et à la maîtrise d'ouvrage privée.

Les prestations comprennent les éléments de mission détaillés à l'article 3.2 du CCAP. Les principales caractéristiques des ouvrages et des prestations sont définies dans le programme et le CCTP.

La conduite d'opérations est assurée par la Direction du Développement et de la Stratégie Patrimoniale de la SDH.

1.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS À L'ENTREPRENEUR

En principe, la SDH procédera à la notification de tous les éléments découlant de la passation et de l'exécution du présent contrat (décisions, observations, courriers, informations, avenants, sous-traitance, etc...) par le biais de son profil acheteur. Par dérogation, ces notifications pourront valablement être effectuées par tout autre moyen, permettant d'attester la date et l'heure d'envoi ou de réception, notamment par courriel avec accusé de lecture, par voie postale, par remise contre récépissé ou encore d'huissier.

Cette notification sera envoyée via l'adresse de contact renseignée à l'acte d'engagement. Nous vous invitons à renseigner une adresse électronique générique.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur le récépissé électronique seront considérées comme celle de la notification. La date et l'heure de notification seront celle de la date de première consultation. En cas de groupement, cette notification sera valablement effectuée au seul mandataire.

A défaut de consultation, par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-MOE, quelle que soit la modalité de transmission, cette notification interviendra à l'issue d'un délai de **3 jours calendaires** à compter de la mise à disposition du document sur le profil acheteur ou de l'envoi électronique.

Les informations qui ne font pas courir un délai pourront faire l'objet de simples courriels.

1.3 SOUS-TRAITANCE

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, pour s'adjoindre des compétences nécessaires à la bonne exécution de ses missions, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant, et pour les architectes, dans les conditions prévues à l'article 37 du décret n°80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels.

Le maître d'œuvre reste cependant responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du marché envers le maître de l'ouvrage

En cas de sous-traitance, il sera fait application des dispositions du Code de la Commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, régissant notamment les conditions d'agrément des sous-traitants et les dispositions financières qui seront appliquées.

Conformément aux dispositions de l'article R2193-4 du Code de la commande publique, il est convenu que le silence gardé par le titulaire au-delà du délai de 21 jours à compter de la signature de l'accusé de réception contenant la demande de paiement du sous-traitant vaudra acceptation tacite du titulaire s'agissant de cette demande.

Pour mémoire, l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977, c'est-à-dire « le projet architectural (...) qui définit par des plans et documents écrits l'implantation des bâtiments, leur composition, leur organisation et l'expression de leur volume ainsi que le choix des matériaux et des couleurs ».

Les demandes d'acceptation et d'agrément de sous-traitance formulées en cours d'exécution du marché seront adressées au pouvoir adjudicateur par le maître d'œuvre, de préférence à partir d'un document type de la SDH.

Ce document, qui sera dûment complété et signé, devra en outre, pour être complet, être accompagné de toutes les pièces qui y sont listées.

Certains documents contenus dans cette liste sont à produire par voie dématérialisée, par le sous-traitant lui-même, sur la plateforme de dépôt de documents en ligne E-Attestations.

Pour ce faire, à réception du dossier de demande de sous-traitance, le Pouvoir Adjudicateur, créera sur la plateforme précitée un dossier spécifique au sous-traitant. Le sous-traitant sera avisé de la création de ce dossier par un courriel d'E-Attestations. Il pourra alors déposer les documents attendus sur la plateforme.

Les documents à déposer par le sous-traitant sur cette plateforme sont les suivants :

- Une attestation de régularité fiscale de moins de six mois prouvant que l'entreprise était à jour de ses obligations fiscales.
- Une attestation de vigilance prouvant que l'entreprise était à jour de ses déclarations et cotisations sociales pour l'année N-1.
- Les documents listés à l'article 11 du présent CCAP datant de moins de 6 mois.
- Les attestations d'assurances visées à l'article 10 du présent CCAP en cours de validité.
- Si l'entreprise sous-traitante est établie hors de France, une copie de la déclaration de détachement établie en application des articles R1261-1 et suivants du Code du Travail et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2.

Aucun de ces documents ne sera pris en compte s'il est transmis au pouvoir adjudicateur sous format papier.

Le maître d'œuvre veille à ce que tout sous-traitant agréé, dès lors qu'il intervient plus de 6 mois dans l'exécution du marché, renouvelle chaque document ainsi déposé, sur la même plateforme, lorsqu'il n'est plus en cours de validité. A échéance de validité de chaque document, le sous-traitant recevra un courriel d'E-Attestations l'invitant mettre à jour le ou les documents concernés.

1.4 COTRAITANCE

En cas de groupement, le groupement peut être solidaire ou conjoint. S'il est conjoint le mandataire est obligatoirement solidaire.

L'un des membres du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le rôle du mandataire est le suivant :

- Il est l'interlocuteur unique et représente les différents membres du groupement vis-à-vis du Maître d'ouvrage :

- A ce titre, le mandataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les prestations du présent contrat soient réalisées dans les conditions dudit contrat, éventuellement modifié par voie d'avenant, quand bien même un des membres du groupement serait défaillant.
- A ce titre également toute notification, tout courrier à destination du groupement ou de l'un de ses membres peut valablement lui être adressé ;
- De la même façon, le mandataire signe toutes les pièces établies par la maîtrise d'œuvre dès lors que celles-ci concernant l'application du contrat (mémoires, réclamations, notes d'honoraires, demande d'agrément de sous-traitant(s), etc...) ;
- Il assure la coordination entre les membres du groupement

Conformément à l'article 3.5.4 du CCAG-MOE, si le mandataire ne se conforme pas à ses obligations, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux membres du groupement de désigner un autre mandataire. Cette substitution fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'ordre de prévalence défini à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (DPGF) mentionnant la décomposition du montant de la rémunération par éléments de mission et par cotraitants ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (**CCAP**) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (**CCTP**) et ses éventuelles annexes ;
- Le programme de l'opération ;
- Les pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage :
 - Annexe 1. Cahier des Recommandations SDH
 - Annexe 2. Référentiel CERQUAL V4.2
- Le mémoire technique du Titulaire suivant Cadre de Mémoire Technique (**CMT**) et toutes les pièces écrites et graphiques remises par le maître d'œuvre dans son offre (Esquisse, croquis, ...), dont les dispositions lui sont seules opposables ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Seuls les exemplaires conservés par la SDH font foi.

2.2 PIECES GENERALES

- Le Cahier des clauses administratives générales aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre ;
- Les D.T.U.

Versions en vigueur applicables à la date de dépôt des autorisations administratives :

- Les normes et règlements d'application obligatoire en matière de construction ou de réhabilitation, et notamment :
- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF et du CSTB, et notamment les normes homologuées, ou les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux dans les conditions prévues au décret n° 84.74 du 26 Janvier 1984 ;
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;

- Les règles générales de construction des bâtiments d'habitation ;
- Les règlements locaux (sanitaires, voiries) ;
- Les textes spécifiques à la réglementation sur les habitations à loyers modérés et notamment les prescriptions techniques minimales liées aux financements aidés par l'Etat pour de telles opérations ;
- Le référentiel Cerqual de Qualitel dans sa dernière version, ou tout document qui s'y substituerait ;
- Les référentiels attachés aux certifications environnementales que le bâtiment réalisé ou réhabilité devra obtenir ;

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues du maître d'œuvre.

Au-delà des mesures définies dans ces pièces générales, le maître d'œuvre s'engage, dans l'exécution de sa mission, à respecter tous les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

Il est précisé que le (ou les) marché (s) de travaux sera (seront) soumis aux dispositions du CCAG applicable aux marchés privés de travaux NF P03-001 d'octobre 2017. Le maître d'œuvre reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de ce CCAG et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG.

ARTICLE 3. CONTENU ET DECOMPOSITION DE LA MISSION

Pendant toute la durée du marché et à chaque étape de la réalisation de ses missions la Maîtrise d'œuvre est tenue à un devoir général de conseil et d'alerte à l'égard du Maître d'ouvrage.

Sous son exclusive responsabilité, il devra mobiliser l'intégralité des moyens lui permettant de mener à bien les missions qui lui incombent pour atteindre le résultat exigé dans l'obtention des certifications exigées et dans le respect des objectifs de la SDH notamment en matière environnementale.

3.1 DECOMPOSITION DU MARCHÉ

3.1.1 Décomposition en lots

Sans objet.

3.1.2 Tranches

San objet.

3.2 MISSIONS DEVOLUES A LA MOE

3.2.1 Éléments de missions de base

Au sens des articles R2431-4 à R2431-7 du Code de la commande publique la mission confiée au maître d'œuvre est **une mission de base**.

Outre la mission de base, le maître d'œuvre devra obligatoirement respecter les engagements suivants :

- Respect du coût prévisionnel des travaux (art 6.2 du CCAP) ;
- Respect du coût résultant des contrats de travaux (art 6.3 du CCAP) ;

ELEMENTS DE MISSION	
CONCEPTION :	<input checked="" type="checkbox"/> Etudes d'Esquisses (ESQ)
	<input checked="" type="checkbox"/> Etudes d'avant-projet sommaire (APS)
	<input checked="" type="checkbox"/> Etudes d'avant-projet définitif (APD)
	<input checked="" type="checkbox"/> Etudes de projet (PRO)
	<input checked="" type="checkbox"/> Etudes DCE (DCE)
	<input checked="" type="checkbox"/> Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)
REALISATION :	<input checked="" type="checkbox"/> Visa (VISA)
	<input checked="" type="checkbox"/> Etudes d'exécution (EXE) étendue à l'étude de synthèse (SYN)
	<input checked="" type="checkbox"/> Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
	<input checked="" type="checkbox"/> Assistance apportée lors des opérations de réception et de livraison (AOR)
	<input checked="" type="checkbox"/> Assistance apportée pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

Le contenu détaillé de ces éléments de mission est présenté dans le CCTP.

3.2.2 Missions complémentaires

Les éléments de missions complémentaires sont les suivants :

- Ordonnancement, pilotage, coordination (OPC) ;

ARTICLE 4. EXECUTION DES PRESTATIONS

Les différents éléments de mission ne seront pas validés tant que le maître d'œuvre n'aura pas adapté son projet en fonction des remarques émises par le maître d'ouvrage, le contrôleur technique, le coordonnateur en matière de SPS ainsi que les certificateurs et éventuellement les organismes de prévention.

4.1 RECEPTION, REJET, AJOURNEMENT DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification des livrables sont réalisées conformément aux articles 20 et 21 du CCAG-MOE. Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, la décision de validation des livrables est écrite, formelle et expresse. Elle est délivrée par le maître d'ouvrage.

En l'absence de validation dans ces conditions, le commencement de l'élément de mission suivant ne peut débuter.

Conformément à l'article 20.2 du CCAG-MOE les délais de validation du maître d'ouvrage sont ceux figurant à l'article 7.2.2 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, le silence du maître d'ouvrage à l'issue du délai de validation ne vaut pas acceptation tacite sans réserve des prestations.

4.2 SECRET PROFESSIONNEL

Conformément aux articles 5.1 et 5.2 du CCAG-MOE, le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché. Le titulaire est responsable du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

4.3 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la

réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Le maître d'œuvre devra notamment se conformer aux recommandations de la CARSAT, de l'inspection du travail et de l'OPPBTP.

Tout différend entre l'un de ces organismes et le maître d'œuvre est soumis au maître d'ouvrage.

4.4 AUTRES INTERVENANTS A L'OPERATION

4.4.1 Contrôle technique

Un contrôleur technique sera désigné par le maître d'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre devra tenir compte à ses frais des observations du contrôleur technique afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation.

4.4.2 Coordination en matière de sécurité et de protection de la sante

Un coordonnateur SPS sera désigné par le maître d'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- Mettre à disposition du CSPS désigné par le maître d'ouvrage tous les éléments et documents nécessaires à l'exécution de sa mission.
- Se conformer à ses frais aux prescriptions du CSPS.

4.4.3 AMO HQE et AMO Bas Carbone

Un AMO HQE et AMO Bas Carbone seront désignés par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre devra transmettre tous les éléments nécessaires à l'exécution de sa mission. Le maître d'œuvre devra tenir compte à ses frais des leurs observations afin d'obtenir la conformité NF HABITAT HQE et optimiser la décarbonation de la construction.

4.4.4 Ordonnancement, pilotage, coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément OPC peut être confiée soit à une entreprise spécialisée, soit au Titulaire par voie d'avenant au marché initial, si le Pouvoir Adjudicateur le décide ultérieurement.

4.4.5 Autres intervenants

D'autres intervenants pourront être désignés par la maîtrise d'ouvrage notamment :

- Au titre de la reconnaissance des sols
- Au titre des relevés topographiques et des travaux de géomètres

Le maître d'œuvre devra transmettre tous les éléments nécessaires à l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre aura la responsabilité de s'assurer de la complétude des études réalisées par tout autre intervenant dans le cadre du présent article.

Le maître d'œuvre devra intégrer leurs éléments et observations tant au niveau des études qu'au niveau de l'exécution des travaux.

4.5 MODELES A UTILISER EN COURS D'EXECUTION

Afin de traiter avec la plus grande célérité et le maximum de garanties les pièces transmises au cours d'exécution du contrat, et afin d'assurer un meilleur archivage, le Maître d'Ouvrage a modélisé certains documents. En conséquence, la maîtrise d'œuvre devra établir les pièces selon des modèles-types.

Il s'agit notamment :

- Modèle de demande d'autorisation de sous-traitance ;

- Modèle de demande d'acompte sur honoraires ;
- Projet de situation ;
- Modèles de PV de réception ;
- Décompte général ;
- Fiche justificative de travaux supplémentaires ou modificatifs ;
- Ordre de service à destination de l'entreprise (Tous les ordres de service seront signés par le pouvoir adjudicateur)

D'une manière générale, le Maître d'œuvre se conformera, sur simple demande, à tous les modèles fournis par le Maître d'ouvrage.

4.6 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-MOE s'appliquent.

4.7 PRESENTATION DES DOCUMENTS

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées. Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.

Les documents d'étude sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour vérification et réception.

Les documents d'études établis par le Maître d'Œuvre (*hormis PC et DCE*) sont à produire au Pouvoir Adjudicateur en **2 exemplaires** + 1 exemplaire en format fichier informatique (.pdf et .dwg).

Le permis de construire et le DCE sont à produire au Pouvoir Adjudicateur en autant d'exemplaire que nécessaire selon les exigences des collectivités + 1 exemplaire en format fichier informatique (.pdf et .dwg).

Ces documents seront accompagnés, en outre, de tout support physique adapté permettant leur reproduction. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve tout droit de reproduction de ces documents dans le cadre de l'opération envisagée.

Les formats de fichiers seront du type :

DOCUMENTS D'ETUDES	
SUPPORT / ELEMENTS	FORMATS
<i>Classiques</i>	.doc, .odt, .xls, .ods, .pdf, .txt, .dot, .ppt, .odp, .rtf,
<i>Multimédia</i>	Images : .jpg, .gif, .tiff, .png, .bmp, Vidéo : .avi, .mpeg, .mov, flv, swf
<i>Plans</i>	.dxf, .dwg, ou tous types aux normes IFC.
DCE	
<i>CCTP</i>	.doc ou .pdf
<i>DPGF</i>	.xlsx (éventuellement protégé pour les parties à ne pas compléter)
<i>Plans</i>	.pdf et .dwg
<i>Autres pièces (PGC, RICT...)</i>	.pdf

4.8 SUIVI DE L'EXECUTION

Conformément aux stipulations du présent CCAP, la direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au Titulaire qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des contrats de travaux et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du contrat initial de travaux ou des avenants.

Le Titulaire, qui a reçu du Pouvoir Adjudicateur la mission de suivre l'exécution des travaux :

- Veille à ce que les travaux soient effectués conformément au projet architectural ainsi qu'aux autres dispositions, notamment techniques et économiques, des marchés conclus entre le Pouvoir Adjudicateur et les entreprises ;
- Prend, dans les conditions fixées par son contrat et en liaison avec le Pouvoir Adjudicateur ou le

conducteur d'opération, les décisions que nécessite la conduite du chantier, en particulier en cas d'événements imprévus ;

- Fait toutes propositions au Pouvoir Adjudicateur en ce qui concerne l'interprétation des clauses du marché ou les conséquences à tirer des modifications apportées au programme par le Pouvoir Adjudicateur ;

4.8.1 Présence du titulaire sur le chantier

Le temps de présence minimum sur le chantier du Titulaire lui-même ou d'un de ses représentants, expressément désigné conformément aux stipulations du présent CCAP, est fonction de l'activité et des phases du chantier. Il est fixé à minima à 4 heures par semaine.

4.8.2 Rendez-vous de chantier

Des rendez-vous de chantier doivent être organisés par le Titulaire une fois par semaine.

Ces rendez-vous ont notamment pour objet :

- La vérification de la mise à jour périodique des programmes de travaux découlant du calendrier d'exécution contractuel ;
- L'examen des problèmes imprévus rencontrés en cours d'exécution des travaux, qu'il s'agisse de problèmes techniques, administratifs ou autres, étant précisé que si ces problèmes nécessitent des discussions ou des études prolongées, ils font l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date est fixée à l'occasion du rendez-vous ;

Un compte-rendu détaillé est établi par le Titulaire, qui le diffuse à tous les intervenants, y compris au Pouvoir Adjudicateur, dès le lendemain de chaque rendez-vous.

D'autres rendez-vous réguliers ou occasionnels peuvent avoir lieu, notamment pour la mise au point des plans d'exécution ou de synthèse et du mode de réalisation de parties d'ouvrage à laquelle concourent plusieurs corps d'état différents. Le représentant du Pouvoir Adjudicateur peut assister à toutes ces réunions. Le Titulaire doit tenir un registre de chantier, auquel peuvent avoir accès les entrepreneurs, où sont consignées ses visites et ses constatations, les ordres de service donnés par celui-ci, les conditions climatiques pouvant jouer un rôle sur le déroulement des travaux, les visites et observations du pilote de l'opération (OPC) et, le cas échéant, du coordonnateur SPS ou du contrôleur technique.

Les éléments susmentionnés sont la propriété du Pouvoir Adjudicateur à qui il est remis en fin d'opération.

ARTICLE 5. HONORAIRE ET REGLEMENT DES COMPTES

5.1 CARACTERE DE LA REMUNERATION

Le contrat est passé à prix forfaitaire conclu à prix provisoire. Le montant des honoraires est celui indiqué à l'acte d'engagement du Maître d'Œuvre.

Le montant des honoraires ne peut varier qu'aux conditions fixées au présent C.C.A.P. En ce sens le maître d'œuvre doit mettre l'ensemble des moyens et matériels nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées et à l'atteinte des performances exigées.

L'allongement des délais d'exécution travaux ne donnera pas lieu à une rémunération complémentaire. Le cas échéant, le caractère forfaitaire s'applique également aux missions complémentaires.

Ce caractère forfaitaire n'empêche pas la rémunération de certaines prestations à prix unitaires.

5.2 CONTENU DE LA REMUNERATION

Le montant des honoraires fixé à l'acte d'engagement par le Maître d'Œuvre et accepté par le Maître d'Ouvrage est réputé comprendre toutes les dépenses liées à l'exécution du contrat y compris les frais généraux, frais d'assurance, les dépôts de permis modificatifs (sauf si la raison de la modification est du fait du maître d'ouvrage), impôts et taxes et assurer au Maître d'Œuvre une marge pour risques et bénéfices.

5.3 MODALITE DE REVISION DES PRIX

Le prix est ferme.

5.4 DECOMPOSITION DU FORFAIT PAR ELEMENTS DE MISSIONS

La rémunération de la maîtrise d'œuvre est répartie en fonction des éléments de mission.
Le maître d'œuvre devra obligatoirement respecter la répartition suivante :

- Mission de Base :

PHASE CONCEPTION	
Etudes d'esquisses	3 %
Etudes APS	7 %
Etudes APD (dont PC)	10 %
Etudes de projet	20 %
Assistance pour la passation des contrats de travaux	5 %
Total conception :	45 %
PHASE REALISATION	
Etudes d'exécution (phase réalisation)	20 %
Direction de l'exécution des contrats de travaux (y compris OPC)	30 %
Assistance pour la réception et le parfait achèvement	5 %
Total réalisation :	55 %
CUMUL	100%

- Missions complémentaires :

- OPC ;

Les missions complémentaires sont réglées à 100% proportionnellement à l'avancement des prestations.

5.5 ETABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire (forfait provisoire : FP), conformément aux dispositions de l'article R2432-7 du Code de la commande publique.

La rémunération du Maître d'Œuvre tient compte de l'étendue de la mission, du degré de complexité de cette mission et du coût prévisionnel des travaux.

Ainsi l'acte d'engagement fixe un forfait de rémunération qui dépend :

- Pour l'étendue de la mission :
 - Des prestations demandées ;
 - Du mode de dévolution des travaux ;
 - Des délais impartis ;
 - Des engagements souscrits par le Maître d'œuvre pour respecter le coût prévisionnel ;
- Pour le degré de complexité de la mission :
 - Du type et de la technicité de l'ouvrage ;

- Des contraintes du site et de l'environnement ;
- Des contraintes et des exigences du programme ;

5.6 MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION

5.6.1 Fixation du forfait définitif de rémunération

La rémunération du Maître d'Œuvre est fixée de façon provisoire sur une estimation prévisionnelle provisoire, puis arrêtée, par voie d'avenant, en fonction de l'estimation prévisionnelle définitive à l'issue des études d'avant-projet. Il sera, à cette occasion, précisé le mode de dévolution des travaux.

La fixation de la rémunération définitive et l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux seront donc formalisés par avenant conformément aux dispositions des articles R. 2432-7 et R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération t_0 fixé à l'article 2.1.2 de l'acte d'engagement par le coût prévisionnel des travaux (C_0) fixé à l'acte d'engagement.

Le forfait définitif est arrêté dès que l'estimation définitive du coût prévisionnel C est établie à l'issue des études d'Avant-Projet Définitif (APD). Il est égal au produit du taux de rémunération t' par l'estimation définitive du coût prévisionnel C dans les conditions suivantes :

ESTIMATION DEFINITIVE DU COUT PREVISIONNEL C	REMUNERATION SUR LA BASE DU TAUX t'	VALEUR DE α
Si $C \leq C_0$	$t' = t_0$	$\alpha = 0$
Si $C_0 < C$	$t' = t \times (1 - \alpha)$	$\alpha = (9 \times (C - C_0)) / (10 \times C)$

5.6.2 Clause limitative

Sans objet

5.7 CLAUSE INCITATIVE

La maîtrise d'œuvre pourra bénéficier du mécanisme incitatif dans les conditions définies ci-après :

$$\text{Prime} = (C_{\text{obj}} - C_r) \times 5\%$$

Dans lequel :

C_{obj} : Coût objectif des travaux correspondant soit à l'enveloppe prévisionnelle, soit à un montant déterminé par le maître d'ouvrage

C_r : Coût de réalisation des travaux

A l'issue de la fin de la mission de la maîtrise d'œuvre, sous réserve que le coût de réalisation soit inférieur à l'objectif fixé par le maître d'ouvrage, une prime sera alors octroyée. Celle-ci sera, le cas échéant, répartie à l'ensemble des membres du groupement conformément à la répartition des honoraires indiquée en annexe à l'acte d'engagement.

5.8 REGLEMENT

Les comptes, visés au présent article, seront calculés à partir du forfait de rémunération figurant dans l'acte d'engagement aussi longtemps que ce forfait n'aura pas fait l'objet d'une rectification en fonction des clauses du contrat.

Dès que l'application d'une clause du contrat entraînera une rectification du forfait, il sera procédé à un réajustement des acomptes déjà versés sur la base du forfait rectifié, ce dernier étant pris en compte pour le calcul des acomptes ultérieurs.

5.8.1 Délai global de paiement

Les délais de règlement n'excéderont pas **30 jours** conformément au Code de la commande publique à compter de la date de remise à la SDH de la facture.

Le délai global de paiement expire à la date de règlement qui est défini comme l'ordre de virement donné à l'établissement financier teneur du compte de la SDH.

5.8.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est conforme à la réglementation en vigueur à la date de leur application.

5.8.3 Avance

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG MOE, il n'est pas prévu d'avance.

5.9 ACOMPTES

Les articles 11.2 à 11.8 du CCAG MOE sont complétés par les dispositions ci-après.

Les règlements des éléments de mission s'effectueront **sous forme d'acomptes** dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

5.9.1 Echéancier

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Les sommes dues au Maître d'œuvre au titre du présent contrat feront l'objet d'acomptes versés dans les conditions suivantes :

ELEMENTS DE MISSION	EXIGIBILITE DE L'ACOMPTE
Esquisse (ESQ)	Règlement après achèvement total de l'élément de mission et réception (même tacite) par le maître de l'ouvrage.
Etudes d'avant-projet sommaire (APS)	Règlement après achèvement total de l'élément de mission et réception (même tacite) par le maître de l'ouvrage.
Etudes d'avant-projet définitif (APD)	30% à la remise de l'APD 30% à la validation de l'APD y compris financière 20% à l'obtention du PC 20% à la purge du PC
Etudes de projet (PRO - DCE)	50% à la remise des documents prévus au CCTP 50% à la validation des documents par le maître de l'ouvrage

Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)	35% réponses aux demandes des entreprises, analyse des candidatures et des offres 25% à la validation de l'analyse par la SDH 25% mise au point de l'offre retenue et des documents contractuels 15% à la mise à jour du dossier marché
Etudes d'exécution (EXE) y compris SYNT et VISA	50% à la remise des documents prévus au CCTP 50% à la validation des documents par le maître de l'ouvrage
Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	90% contrôle de conformité de l'exécution des travaux au contrat de travaux et aux études d'exécution, délivrance des ordres de service et vérification des projets de décomptes mensuels des entreprises avec assistance au Pouvoir Adjudicateur en cas de difficultés sur le règlement ou l'exécution des travaux 10% vérification des projets de décomptes finaux définitifs des entreprises et établissement du décompte général
Assistance aux opérations de réception (AOR)	20% à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le Pouvoir Adjudicateur du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du Maître d'Œuvre 40% à la remise du dossier des ouvrages exécutés 20% à l'achèvement des levées de réserves 20% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le Pouvoir Adjudicateur en application du 44.2 dudit CCAG
Ordonnancement pilotage coordination de chantier (OPC)	20% à la validation du DCE 80% pendant la phase travaux (de l'OS entreprise à la réception comprise) au prorata de l'avancement du chantier par notes d'honoraires mensuelles réparties en parts égales sur la durée du chantier

5.9.2 Modalités de paiement

Les documents de paiement devront être transmis en pièce jointe informatique lors de la saisie par le titulaire de sa demande de paiement sur la plateforme fournisseurs mise à sa disposition : <https://situationsdetravaux.sdh.fr>

Le Titulaire envoie sa demande de paiement par saisie sur la plateforme fournisseurs mise en place à la SDH permettant de conférer date certaine à sa réception ou exceptionnellement sur demande du Pouvoir Adjudicateur en version papier avec envoi (lettre recommandée avec accusé de réception ou dépôt contre récépissé), dans un délai maximum de 30 jours suivant la date à laquelle les conditions prévues pour le versement de l'acompte sont remplies.

5.9.3 Décompte périodique

Lorsqu'ils sont prévus, les acomptes sont calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état périodique qui sera annexé audit décompte.

Cet état, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission.

Le décompte périodique valant demande de paiement d'acompte correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre depuis le début du marché jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base. Il doit être accompagné d'une facture, servant de justificatif à cette demande.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG MOE, le décompte périodique comporte, selon le cas :

- Nom de l'opération et code numérique ;
- Nom de la résidence (avec adresse complète) et code numérique ;

- Objet du marché ;
- Numéro du marché ;
- Numéro de l'engagement informatique du Pouvoir Adjudicateur ;
- Numéro du (des) lot(s) et corps d'état concerné ;
- Raison sociale et adresse de l'entreprise ;
- Signature et cachet du Mandataire en cas de groupement ;

Le Titulaire joint à sa demande de paiement les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- Les calculs des prestations prises en compte ;
- Les copies des factures des sous-traitants acceptées par le Titulaire ;

Dans le cas d'un marché concernant plusieurs sites ou plusieurs opérations, il sera établi une facturation séparée par opération, le Titulaire fournissant un état récapitulatif selon modèle fourni par le Pouvoir Adjudicateur.

5.9.4 Solde – décompte général

La demande de paiement du solde est établie, de façon similaire au décompte périodique et conformément à l'article 11.7.2 du CCAG MOE par le titulaire, dans un délai de **30 (trente) jours** à compter de l'achèvement de sa mission.

Le titulaire transmet le décompte pour solde, également appelé décompte final ou général, qui comporte les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - o Aux sommes dues le dernier mois d'exécutions, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - o Au solde du marché ;

Le décompte pour solde du marché est vérifié par le maître d'ouvrage qui se réserve le droit de compléter ou de rectifier le décompte pour solde qui comporterait des erreurs ou serait incomplet. En cas de modification du décompte remis par le titulaire du marché, le maître de l'ouvrage ou son représentant notifie le décompte rectifié au titulaire avant de procéder au paiement du solde.

A compter de la réception du décompte pour solde, conformément à l'article 11.8.2 du CCAG-MOE, la SDH notifie dans un délai de **30 (trente) jours** au maître d'œuvre :

- Un décompte périodique rectifié ;
- Un décompte général vérifié ;

Conformément à l'article 11.8.3 du CCAG-MOE, celui-ci dispose alors d'un délai de **30 (trente) jours** pour envoyer à la SDH :

- Le décompte général vérifié revêtu de sa signature, avec ou sans réserve ;
- Les motifs pour lesquels il refuse de le signer ;

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le maître d'œuvre, il devient le décompte général et définitif. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

Si le titulaire ne transmet pas le décompte signé, avec ou sans réserve, ou les motifs pour lesquels il refuse de le signer dans le délai précité de 30 jours, le décompte général notifié par la SDH est réputé accepté et devient alors également le décompte général et définitif. L'expiration de ce délai constitue le point de départ du délai de paiement.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG-MOE, si le maître d'ouvrage ne notifie pas au maître d'œuvre le

décompte général dans les délais stipulés à l'article 11.8.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre notifie au maître d'ouvrage un projet de décompte général signé, composé :

- Du décompte final tel que transmis en application de l'article 11.7 ;
- De l'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du décompte final ;
- De l'état récapitulatif des acomptes perçus et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au maître d'œuvre. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 11.8.2 du CCAG-MOE.

Si, dans ce délai de **trente (30) jours**, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au maître d'œuvre le décompte général, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal judiciaire compétent.

ARTICLE 6. ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE SUR LE COUT DES TRAVAUX

Pour synthèse :

- L'**enveloppe prévisionnelle des travaux (C₀)** est fixée par le maître d'ouvrage dans l'acte d'engagement à l'article 2.1.1 ;
- Le **Coût prévisionnel définitif des travaux** est fixé au plus tard à l'issue de l'APD sur proposition du maître d'œuvre ;
- Le **Coût de référence des travaux** est le coût de l'offre de travaux économiquement la plus avantageuse ou le cumul des offres de travaux économiquement les plus avantageuses en cas d'attribution en corps d'états séparés avant signature des marchés ;
- Le **Coût des contrats de travaux** est le coût résultant du ou des marchés de travaux initiaux signés ;
- Le **Coût de réalisation des travaux est le coût résultant du ou des marchés** de travaux lors de l'établissement du(es) Décompte(s) général(aux) définitif(s).

Les méthodes d'établissement de ces coûts sont indiquées ci-après.

L'avancement de la réalisation des études permet au Maître d'œuvre de vérifier que le projet produit s'inscrit :

- Soit dans le respect de l'**Enveloppe financière prévisionnelle des travaux** fixée par le Maître d'ouvrage lorsque le Coût prévisionnel définitif des travaux n'est pas arrêté ;
- Soit dans le respect de son engagement sur le **Coût prévisionnel définitif des travaux** pris au stade APD.

Chaque fois que le Maître d'œuvre constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas, à périmètre constant, de garantir le respect de son engagement et, ceci avant même de connaître :

- Le **Coût prévisionnel définitif des travaux** ;
- Le **Coût de référence des travaux** ;

Le Maître d'œuvre en alerte le maître d'ouvrage. Ce dernier pourra lui demander la reprise gratuite des études qui devront intégrer des propositions d'optimisations permettant de respecter les engagements initiaux pris.

6.1 ENGAGEMENT SUR PERFORMANCES

Le Maître d'Œuvre peut préconiser des solutions techniques ou architecturales de nature à conduire à une

amélioration des performances de l'opération. La décision finale reviendra au Maître de l'ouvrage.

6.2 AVANT LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

6.2.1 Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel définitif

Si le coût prévisionnel définitif proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations des éléments APD est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage à l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre sans rémunération complémentaire ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Pour effectuer la comparaison, le coût prévisionnel est ramené au mois d'établissement de l'enveloppe financière tel que fixé par l'acte d'engagement, également intitulé mois m0. Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

En cas de refus ou d'impossibilité de rendre compatible le projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exiger le dépôt de la demande de permis de construire ou de l'autorisation administrative. Le dépôt de ladite demande ne vaut pas acceptation des études, lesquelles pourront être reprises comme indiqué ci-avant.

La reprise des études pourra éventuellement donner lieu au dépôt d'une demande de permis de construire modificative (ou autorisation administrative modificative) pour laquelle aucun supplément de rémunération n'est prévu.

6.2.2 Engagement sur le coût prévisionnel définitif des travaux à l'issue de la phase étude

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

En cas de modification substantielle du programme, l'éventuelle modification de l'estimation prévisionnelle du coût des travaux est constatée par voie d'avenant qui arrête le programme modifié et adapte le cas échéant la rémunération du Maître d'œuvre en fonction de l'ampleur des modifications et de l'avancement des études.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux. Cet engagement est intégré dans l'avenant formalisant le forfait définitif du maître d'œuvre.

6.2.3 Vérification de l'engagement du maître d'œuvre

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage.

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux. Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de :

- **2% pour les opérations de construction**

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance).

6.2.4 Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- Soit accepter l'offre ou les offres des entreprises,
- Soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes ou exigences du programme, permettrait de réduire le coût.
- Soit, après avenant pour modifier le programme (sur propositions argumentées, détaillées et chiffrées du Maître d'œuvre, validées par le contrôleur technique) et/ou l'estimation prévisionnelle, une reprise du DCE.
- Soit prononcer la résiliation du marché dans les conditions du présent CCAP sans indemnité ;

Dans ce cas, conformément aux articles R2432-2 et R2432-3 du Code de la commande publique, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire, notamment pour l'adaptation ou la reprise du DCE en cas de modification du mode de dévolution des travaux, ou pour dépôt et obtention d'un permis de construire modificatif.

Le maître d'ouvrage fixe le délai maximum de reprise des études.

A défaut du respect de ces engagements, le contrat de maîtrise d'œuvre peut être résilié dans les conditions définies au présent CCAP.

6.3 APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

6.3.1 Engagement sur le coût des contrats de travaux

Le coût des contrats de travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût des contrats de travaux est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût des contrats de travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

La comparaison entre le coût résultant des marchés initiaux signés et le coût constaté à la fin des travaux s'effectuera en valeur de base des marchés de travaux HT (Mois Mo travaux hors TVA, révision, pénalités, primes...).

Pour effectuer cette comparaison en cas de pluralité de marchés de travaux comportant des valeurs de base différentes, le montant initial et le coût constaté de chaque marché de travaux sera ramené en valeur de base du premier marché signé.

Le maître d'œuvre présentera dans son décompte mensuel intégrant la partie de l'élément de mission "remise du décompte général des travaux" de l'élément DET tous les calculs permettant un premier contrôle par le maître de l'ouvrage et notamment un tableau comparatif entre montant des marchés et montants réalisés des travaux et les raisons de l'écart éventuel. La part des honoraires concernés pourra être bloquée si ces calculs ne sont pas fournis.

Le maître d'œuvre présentera un tableau complémentaire intégrant les éventuelles réclamations des

entreprises avec son projet de décompte général. Le solde du marché pourra être bloqué si ces calculs ne sont pas fournis.

6.3.2 Vérification du respect de l'engagement sur le coût des contrats de travaux

Pour vérifier le respect de cet engagement, le maître d'œuvre calcule l'écart entre le coût initial des contrats de travaux et le Coût de réalisation établi à l'issue du DGD.

Le Coût de réalisation qui est la somme, en prix de base, des montants de travaux résultant des décomptes généraux des marchés, augmenté du coût des factures conclues pour la réalisation de l'ouvrage, ramené, s'il y a lieu, en valeur de base du premier marché signé. Ce coût s'entend à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Le **Coût des contrats de travaux** est assorti d'un taux de tolérance de :

- **1%** pour les opérations de construction neuve

Seuil de tolérance = coût prévisionnel définitif des travaux x (1 + taux de tolérance).

Si l'écart excède le seuil de tolérance ci-dessus, la rémunération du maître d'œuvre est réduite conformément aux dispositions du présent CCAP.

6.3.3 Modalités de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux

En cas de dépassement excédant le seuil de tolérance fixé par le contrat, la rémunération du maître d'œuvre pourra être réduite conformément à l'article R2432-4 du Code de la commande publique.

Si le Coût de réalisation est supérieur au Coût des contrats de travaux augmenté de la tolérance résultant de l'application du seuil tel que défini à l'article ci-avant, le concepteur supporte une réduction d'honoraires. Cette réduction est égale à la différence entre le Coût de réalisation et le coût toléré résultant de l'application du seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

le Maître d'Œuvre supporte une réfaction égale à la différence entre le coût de référence et le seuil de tolérance multipliée par le taux suivant : 5 %.

Le montant de la réfaction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 7. DELAIS D'EXECUTION

7.1 GENERALITES

La mission du maître d'œuvre débute de la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux, et ce quelle que soit la durée effective des travaux.

La durée prévisionnelle des travaux est une durée indicative dont la maîtrise d'œuvre ne peut se prévaloir à l'encontre de la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'œuvre est réputé avoir compris dans son prix toute prolongation de délai d'exécution des travaux.

7.1.1 Comptage des délais

Dans le cadre du présent CCAP :

- Tout délai commence à courir au début du lendemain du jour où s'est produit l'acte ou le fait qui sert de point de départ à ce délai, il expire à la fin du dernier jour ;
- Le délai exprimé en jours s'entend en jours calendaires ;
- Le délai exprimé en semaine ou en mois, s'entend de quantième à quantième ; s'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois final, le délai expire à la fin du dernier jour de ce mois final ;
- Si le dernier jour du délai est légalement chômé ou férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit ;

7.1.2 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordé par le Maître d'Ouvrage au Maître d'Œuvre lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du contrat dans le délai contractuel. En ce cas, le Maître d'Œuvre doit signaler au Maître d'Ouvrage les causes faisant obstacle à l'exécution du contrat qui selon lui échappent à sa responsabilité. Il dispose, à cet effet, d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai contractuel. Il indique la durée de la prolongation dès que le retard peut être déterminé. Le Maître d'Ouvrage notifie sa décision dans le mois suivant la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel éventuellement déjà prolongé.

7.2 DELAIS D'EXECUTION EN PHASE ETUDES ET TRAVAUX

7.2.1 Délais d'études

ELEMENTS DE MISSION		DELAIS D'EXECUTION	DATE DE DEPART
PHASE ETUDES			
ESQ	Etudes d'esquisse	15 jours	Décision du maître d'ouvrage
APS	Avant-projet sommaire	1 mois	Décision du maître d'ouvrage
APD	Etudes de projet	2 mois	Décision du maître d'ouvrage
PRO	Préparation du dossier de consultation des entreprises	3 mois	Décision du maître d'ouvrage
DCE	Etablissement du DCE	1 mois	Décision du maître d'ouvrage
ACT	Assistance à la passation des contrats de travaux	15 jours	Transmission des offres par le maître d'ouvrage
PHASE TRAVAUX			
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse	1 mois	Ordre de service du maître d'ouvrage
VISA	Visa des études d'exécution	15 jours	A la réception par le maître d'œuvre des éléments de la part des entrepreneurs
DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux	18 mois	A la réception par le maître d'œuvre des éléments de la part des entrepreneurs
AOR	Organisation des opérations à la réception et gestions des réserves	90 jours	A la date d'achèvement des travaux
AOR	Organisation des opérations à la livraison à la réception et gestions des réserves	90 jours	A la date d'achèvement des travaux

GPA	Gestion des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement pour les interventions en GPA	1 an	
------------	--	------	--

7.2.2 Délais d'approbation des études

Les délais maxima dans lesquels le Maître d'Ouvrage devra procéder à l'acceptation des documents d'études, à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner, sont fixés à :

- Pour les études d'Esquisse : 15 jours
- Pour chaque phase d'avant-projet (APS et APD) : 15 jours
- Dossier de l'autorisation administrative : 15 jours
- Pour les études de projet 15 jours
- Pour la phase DCE 15 jours

En application de l'article 21 et par dérogation à l'article 20.2 (sur le délai) du CCAG-MOE, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessus exprimé en nombre de semaines calendaires.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans les délais ci-dessus, la prestation n'est pas considérée comme reçue. Ainsi, l'absence de décision ne vaut pas accord tacite par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 8. UTILISATION DES RESULTATS

La propriété intellectuelle est régie par la loi n°92-597 du 1^{er} juillet 1992.

En complément des dispositions des articles 22 à 24 du CCAG-MOE, il est précisé ici que le titulaire autorise le maître d'ouvrage à procéder sans accord préalable à toute intervention pour l'entretien et l'amélioration du bâtiment, notamment tout ce qui concerne les interventions de réhabilitation nécessaires tout au long de la vie de l'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où le maître d'œuvre ne mènerait pas sa mission à son aboutissement, celle-ci sera achevée par tout autre maître d'œuvre désigné par la SDH. Il est toutefois bien entendu que la SDH et le nouveau maître d'œuvre respecteront le droit moral du titulaire sur son œuvre, sous réserve des possibles aménagements, adaptations, voire modifications des locaux rendues nécessaires par l'évolution des besoins.

Ces dispositions respectent en outre les stipulations de l'article R2431-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 9. CONTROLE ET RECEPTION DU CONTRAT

9.1 EN COURS DE REALISATION

A l'issue de chacun des éléments de mission, le Maître d'Œuvre peut demander au Maître d'Ouvrage l'admission dudit élément de mission. Le Maître d'Ouvrage exprime sa décision que les obligations résultant du contrat pour l'élément de mission considérée ont bien été remplies.

Ces procès-verbaux, quels que soient leur contenu et les formes dans lesquelles ils sont rédigés n'emportent pas pour autant renonciation du Maître d'Ouvrage aux actions que ce dernier pourrait engager au titre du présent contrat. De même, à l'issue du contrat, un procès-verbal d'admission peut être établi pour l'ensemble de la mission.

9.2 ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 18 du CCAG marché privé de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve et du certificat de conformité.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21.1 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli ses obligations.

ARTICLE 10. ASSURANCES

10.1 DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les attestations d'assurance visées au présent article, attendues du titulaire unique ou de chacun des cotraitants en cas de groupement, et de leurs sous-traitants sont à remettre obligatoirement : à déposer obligatoirement sur la **plateforme E-Attestations**. Elles y seront obligatoirement déposées :

- Au plus tard dans un délai de 15 jour calendaire à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution s'agissant de l'assurance responsabilité civile, pour le titulaire unique ou de chacun des cotraitants en cas de groupement ainsi que les sous-traitants agréés avant la notification du marché,
- Au stade de l'attribution du marché s'agissant de l'assurance décennale, pour le titulaire unique ou de chacun des cotraitants en cas de groupement ainsi que les sous-traitants avant la notification du marché,
- Dans les documents produits à l'appui de la déclaration de sous-traitance lorsque cette dernière est formulée en cours d'exécution du marché.

Le dépôt de ces attestations est à renouveler à chaque échéance annuelle.

En outre, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire unique, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

10.2 ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE ET EXPLOITATION

Le titulaire unique, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, et leurs sous-traitants devront justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'ils sont titulaires d'une assurance de responsabilité civile professionnelle avec un volet exploitation le cas échéant, contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant leur incomber à quel que titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants, à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de maîtrise d'œuvre.

L'attestation devra indiquer : l'identité de la compagnie d'assurance, les numéros, type et date d'effet du

contrat, la nature et les montants de garantie accordés, la période de validité de la garantie

Ils devront fournir une attestation semblable à l'appui de leur projet de décompte final.

Dans tous les cas, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander au Maître d'Œuvre la communication des plafonds de garantie par catégorie de risque et exiger si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

En cas de travaux sur existants, les garanties sont étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

10.3 ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE (RCD)

Pour les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance décennale, le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement, et leurs éventuels sous-traitants doivent justifier d'une police d'assurance responsabilité civile décennale, en cours de validité au jour de l'ouverture du chantier, les garantissant pour les missions qui leurs sont confiées pour l'opération.

L'attestation précisera la période de validité du contrat, les numéros, type et date d'effet, les activités assurées, les montants garantis, le montant des franchises et les éventuelles exclusions.

Ce contrat doit comporter au minimum les garanties :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2, 1792.3 et 1792-4-1 du code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles » ;
- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun ;

Pour les chantiers dont le coût prévisionnel de travaux et honoraires est inférieur à 15 millions € HT, l'attestation doit comporter :

- Le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées ;
- La mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage ;

Toute surprime réclamée au Maître d'Ouvrage par l'assureur Dommages – ouvrage pour défaut ou insuffisance d'assurance, sera facturée ou déduite des sommes dues au prestataire concerné.

ARTICLE 11. DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A PRODUIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE

Tous les documents administratifs listés au présent article sont à déposer obligatoirement sur la plateforme **E-Attestations par le(s) Titulaire(s) et chacun des sous-traitants agréés.** Aucun document ne sera pris en compte sous format papier.

11.1 DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS JUSQU'À LA FIN DE L'EXECUTION DU MARCHE

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du Travail, devront être produits, **tous les 6 mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution** de celui-ci, les documents suivants :

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois,
- La liste nominative des salariés étrangers employés par le Titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;

En cas d'inexactitude ou de non-production des documents et renseignements, le marché pourra être résilié pour faute.

11.2 DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES ANS JUSQU'À LA FIN DE L'EXECUTION DU MARCHE

Tous les ans, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- Une attestation délivrée par l'administration fiscale, datant de moins de 6 mois, établissant que le prestataire est à jour de ses obligations fiscales ;
- Les attestations d'assurances mentionnées à l'article 10 du présent CCAP ;

11.3 LES DOCUMENTS EXIGIBLES EN CAS DE DETACHEMENT D'UN SALARIE SUR LE SOL FRANÇAIS

Dans l'hypothèse où l'un des Titulaires et/ou un sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution du marché était établi hors du territoire français, les documents suivants seront obligatoirement communiqués à la SDH, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R.1263-3 et suivants du code du travail :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2. (La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par l'employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l'acceptation par l'intéressé de sa désignation ainsi que la date d'effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement ;

En cas d'inexactitude ou de non-production de cette liste, le marché pourra être résilié pour faute.

ARTICLE 12. MODIFICATIONS STATUTAIRES ET DEFAILLANCE DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

12.1 MODIFICATIONS STATUTAIRES

Le Maître d'œuvre est tenu de notifier immédiatement au Maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- Au capital social de l'entreprise ou de la société, et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de non-communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du maître d'œuvre.

12.2 DÉFAILLANCE DANS LA STRUCTURE DU MAÎTRE D'ŒUVRE EN CAS DE GROUPEMENT

Les modifications de la composition du groupement feront l'objet d'un avenant.

12.2.1 Défaillance du mandataire

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par la SDH d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement pourra devenir le nouveau mandataire du groupement, s'il dispose des compétences nécessaires.

12.2.2 Défaillance d'un cotraitant

Il appartient au mandataire d'informer la SDH de la défaillance d'un cotraitant et de communiquer les mesures prises pour assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Dans un délai d'un mois suivant la date d'information de la défaillance, le maître d'œuvre devra communiquer à la SDH l'identité de son remplaçant. Ce dernier devra justifier de compétences au moins équivalentes au cotraitant défaillant.

La SDH se réserve le droit de récuser le remplaçant du cotraitant défaillant, dans un délai d'un mois suivant la date de communication de son identité.

A défaut de proposition d'un nouveau remplaçant ou en cas de récusations de ce dernier par la SDH, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 13. PENALITES – OBLIGATION DE RESULTAT

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités de retard sont plafonnées à 10% du montant du marché.

Les pénalités ci-dessous peuvent se cumuler.

Les montants, donnés en Euros ou, au prorata de la rémunération, s'appliquent sur des montants HT et revalorisés selon l'application de la rémunération.

13.1 LISTE DES PENALITES

Pour l'application des pénalités relatives aux délais celles-ci résultent de la simple constatation des dépassements sans qu'il soit besoin, par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, d'une mise en demeure préalable.

Le Maître d'Ouvrage peut admettre dans certains cas que le retard pris sur un élément de mission soit compensé par l'avance sur un autre élément de mission, notamment pour la phase "étude" ou que le retard ne soit pas complètement imputable à la maîtrise d'œuvre sur justification dûment motivée.

Si le Maître d'Ouvrage était amené à régler à l'entrepreneur des intérêts moratoires du fait du non-respect des délais de transmission des pièces par le Maître d'œuvre, leurs montants seraient doublés et s'ajouteraient aux pénalités définies ci-dessus.

OBJET DE LA PENALITE	MONTANT DE LA PENALITE		OBSERVATIONS
	Pénalité pour retard		
Retard dans la présentation des documents	Etudes de diagnostic (DIAG)	100 €	Par jour calendaire de retard
	Avant-projet sommaire (APS)	30 €	

d'études	Avant-projet définitif (APD)	50 €	
	Etudes de projet (PRO)	50€	
	Etablissement du DCE, analyse comparative des offres, mise au point de l'offre (ACT)	100 €	
	Reprise partielle des études (art. 6.2 CCAP)	100 €	
Retard dans la présentation des études d'exécution et/ou dans leur visa	50 €	Par jour calendaire de retard	
Retard relatif à la vérification et à la validation des projets des décomptes mensuels et établissement des états d'acomptes mensuels	100 €	Par jour calendaire de retard En outre, la SDH se réserve la possibilité de mettre le titulaire en demeure de réaliser le manquement. A défaut, la SDH peut faire vérifier les projets de décompte aux frais et risques.	
Retard relatif à la vérification et à la validation des projets de décompte final et établissement du projet décompte général	200 €	Par jour calendaire de retard En outre, la SDH se réserve la possibilité de mettre le titulaire en demeure de réaliser le manquement. A défaut, la SDH peut faire vérifier les projets de décompte aux frais et risques.	
Retard dans l'organisation des opérations préalables de réception	100 €	Par carence	
Retard dans l'information à l'entrepreneur de la réception (ou non) des ouvrages (ou de la date d'achèvement proposée de retenir) assorties des réserves éventuelles	400 €	Retard supérieur à 5 jours à compter de la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception	
Retard dans l'instruction du mémoire en réclamation	150 €	Par jour calendaire	
Défaut dans l'assistance lors des opérations de réception et pendant la période couverte par la période de garantie de parfait achèvement pour les interventions en GPA	150 €	Par jour calendaire	
Pénalité pour non-respect des délais (autre que mentionné dans le présent article)	100 €	Par carence	
Autres mesures coercitives			
Pénalité pour anomalie	50 € 150 € dès la troisième anomalie survenant au cours d'une même année	Constituera de manière non-exhaustive une anomalie : <ul style="list-style-type: none">• Retard de facturation ;• Perte de clés ou badge d'accès ;• Défaut non relevé par la MOE dans la mise en place d'un organe de sécurité relatif à la sécurité du personnel ;• Constat ayant provoqué une situation à risque pour un tiers ;• Règlement direct en cas de sous-traitance en lieu et place du Pouvoir adjudicateur ;• Silence en cas de réception d'une facture du sous-traitant ou refus de réception ;• Tout manquement aux obligations contractuelles, notamment aux engagements issus du mémoire technique ;	
Pénalité pour absence aux rendez-vous de chantier, aux réunions ou aux visites inopinées pour lesquelles il a été convoquées	150 €	Par absence. Tout retard non justifié supérieur à 30 minutes sera considéré comme une absence. La présence d'une personne insuffisamment au fait du dossier ou	

		n'ayant pas la capacité d'engager la MOE sera également traité comme absence.
Pénalité pour absence de rédaction ou de diffusion du compte rendu suite aux réunions de chantier	150 €	Par carence

13.2 MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITE DU MAITRE D'ŒUVRE EN CAS DE NON-OBTENTION DES CERTIFICATIONS

L'obtention des certifications et le respect des surfaces utiles sont des obligations de résultat.

La non-obtention des certifications ou le non-respect des surfaces utiles, dans la mesure où cela est imputable au maître d'œuvre, entraînera la mise en cause de sa responsabilité et le paiement de dommages et intérêts à hauteur des pertes financières générées, notamment la suppression de financement, perte de loyer, travaux supplémentaires...

Dans le cas où l'opération ne respecte pas les performances telles que définies dans le programme, éventuellement modifié, ou au cahier des recommandations de la SDH, il sera appliqué une pénalité sur la rémunération du maître d'œuvre telle que définie ci-dessous :

- Performances liées aux caractéristiques techniques de l'opération, entraînant l'octroi de financements complémentaires (prêts, subventions ou primes) et/ou l'obtention de label: si une erreur, une omission ou une imprécision, dans la conception de l'ouvrage conduit au refus de délivrance de financements complémentaires liés aux caractéristiques techniques de l'opération, il sera appliqué au montant du contrat une pénalité proportionnelle au taux de réduction constaté du financement, laquelle viendra en réduction des sommes restant à payer au titre du présent contrat
- Performances liées aux caractéristiques techniques de l'opération et entraînant des surcouts d'investissement ou de gestion ultérieure : si une erreur, une omission, une imprécision dans les documents de conception de l'ouvrage ou un défaut de suivi d'exécution conduit à un surcout, il sera appliqué au montant du contrat une pénalité inversement proportionnelle au taux d'augmentation du coût constaté, laquelle viendra en réduction des sommes restant à payer au titre du présent contrat.

13.3 PENALITES POUR FAUTES GRAVES

AUTRES PENALITES	CALCUL DE LA PENALITE	INDICATEUR
	PAR OBLIGATION NON RESPECTEE	
Documents fiscaux et sociaux	20 € par jour calendaire de retard	Constat de la SDH
Liste nominative des salariés étrangers	20 € par jour calendaire de retard	Constat de la SDH
Manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	100 € par jour calendaire de retard	Constat de la SDH
Non-respect des obligations relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	1 000 € ou résiliation du marché sans indemnité	Constat de la SDH
Sous-traitance occulte	1000 € et/ou ou résiliation du marché sans indemnité	Constat de la SDH

En cas de constat de l'absence de remise des documents par la SDH sur la plateforme en ligne <https://declarants.e-attestations.com>, les pénalités courront à compter du constat de la SDH acté par tout écrit daté du jour du constat transmis par tout moyen au Titulaire contre récépissé. Par même écrit, le Titulaire sera mis en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 24 heures.

ARTICLE 14. EVOLUTIONS DU CONTRAT

14.1 MODIFICATION DU CONTRAT

Après sa notification, le contrat ne peut être modifié, en principe, que par avenant(s) signé(s) par les parties contractantes. A cet égard, il est précisé notamment que le programme de l'opération, ainsi que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux peuvent être réglementairement modifiés ou complétés jusqu'à l'issue des études d'avant-projet.

Aussi, ces compléments ou modifications doivent être constatés par voie d'avenant, à défaut de quoi ce sont les pièces initiales qui feront foi.

14.2 MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION

Toute modification substantielle de la réglementation survenant au cours du présent contrat et entraînant des études complémentaires, ou la reprise partielle de celles-ci ou conduisant à une modification dudit contrat ou du programme ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant lorsque le manquement émane d'une défaillance de la maîtrise d'œuvre.

14.3 PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, la SDH se réserve la possibilité de recourir au marché négocié pour la réalisation de prestations similaires.

14.4 CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article 26 du CCAG MOE, il est notamment prévu une clause de réexamen dans les cas suivants :

- **La fixation du forfait définitif du Maître d'œuvre**

La fixation du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre telle que prévue par les clauses du présent CCAP est une clause de réexamen au sens des dispositions des articles R2432-7 et R2194-1 du Code de la commande publique.

- **La modification du groupement**

En cas de défaillance de l'un des membres du groupement, notamment dans les cas prévus à l'article 12.2 du CCAP ou encore en cas de défaillance d'un cotraitant nécessitant son remplacement (non exhaustivement : liquidation, fusion, redressement), la modification de la composition fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 15. INTERRUPTION – RESILIATION DES PRESTATIONS

15.1 ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

En complément des dispositions du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases constituant les éléments de mission tels que définis à l'article 3.2.1 du présent CCAP.

15.2 RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre VI du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

- La résiliation pour motif d'intérêt général prévue à l'article 31 du CCAG-MOE n'est pas applicable au

présent marché ;

- En cas de résiliation dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec abattement de 10% ;
- En cas de résiliation à la suite du décès ou de l'incapacité civil du titulaire (art. 28.1 du CCAG-MOE), les prestations sont réglées sans abattement ;
- Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel. La résiliation intervient après une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, et par laquelle le titulaire est invité à présenter ses observations ;
- En cas de défaillance de l'un des membres du groupement dans les conditions rappelées à l'article 12.2 du CCAP ;
- L'inexactitude des documents et renseignements demandés aux articles 10 et 11 du présent CCAP notamment peut entraîner, après mise en demeure la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire. Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Maître d'Ouvrage ;
- Le Maître d'Ouvrage pourra résilier le marché de plein droit sans préavis ni indemnité, sous réserve de tous les dommages et intérêts auxquels la SDH pourrait prétendre en cas de manquement des obligations imposées par le code anticorruption.

En cas de résiliation dans l'un des cas susmentionnés, la SDH se réserve la possibilité d'assortir la résiliation d'une exécution aux frais et risques du titulaire défaillant.

ARTICLE 16. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE

En vertu de l'article 17 de la loi n° 2016 -1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, le Titulaire s'engage à respecter les lois et règlements qui lui sont applicables et, sur demande, à communiquer tout justificatif de la mise en place de toute procédure prescrite par les lois et règlements relatifs à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence qui lui sont applicables de même que toute autre information que la SDH pourrait raisonnablement réclamer pour vérifier le respect de ces lois et règlements par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à coopérer pour les fins de toute enquête de l'Agence française anticorruption ou de toute autre autorité enquêtant sur des faits de corruption ou de trafic d'influence.

A la demande de la SDH, le Titulaire s'engage à remettre dans un délai de 5 jours suivant la notification de la demande, un questionnaire relatif à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Le Titulaire s'engage sur l'exactitude des informations contenue dans le questionnaire.

ARTICLE 17. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La SDH attache la plus grande importance au respect de la vie privée et à une gestion des données personnelles conforme au Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016 applicable à partir du 25 mai 2018.

La présente clause de protection des données personnelles a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Prestataire s'engage à traiter les données pour le compte de la SDH dans le cadre du présent marché.

Le Prestataire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités qui font l'objet du présent marché, et conformément aux instructions documentées de la SDH ;
2. Traiter les données dans un pays disposant d'un niveau de protection jugé adéquat par la Commission Européenne ;
3. Garantir la confidentialité des données traitées dans le cadre du présent marché ;
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données en vertu du présent marché prennent l'engagement de respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
6. Informer préalablement et par écrit la SDH en cas de sous-traitance d'activités de traitement des données ;
7. Aider, dans la mesure du possible, la SDH à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité) des personnes concernées ; et faire suivre par courrier électronique à dpd@alliade.com les demandes reçues ;
8. Notifier la SDH, en cas de violation de données à caractère personnel, dans un délai maximum de 4 heures après en avoir pris connaissance ; et accompagner la notification de toute documentation utile afin de permettre à la SDH, si nécessaire, de notifier la violation de données à la CNIL (nature des faits, conséquences probables, mesures prises pour y remédier ou en atténuer l'impact) ;
9. Mettre en œuvre toutes mesures de sécurité techniques et organisationnelles pour garantir un niveau de sécurité adéquat, y compris entres autres, selon les besoins :
 - Le chiffrage des données à caractère personnel ;
 - Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes et des services de traitement ;
 - Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
10. Mettre à la disposition de la SDH la documentation nécessaire pour :
 - Permettre le cas échéant la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données
 - Permettre la réalisation d'audits et y contribuer
 - Démontrer le respect de toutes ses obligations
11. En fin de marché, procéder au renvoi ou à la destruction de toutes les données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et des copies existantes, et justifier par écrit de cette destruction.

La SDH se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater, ou faire constater par un auditeur qu'il aura mandaté, le respect par le Prestataire des obligations précitées.

ARTICLE 18. INTERPRETATION – DROIT APPLICABLE

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une

quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Dans tous les cas, le droit applicable est le droit français.

S'il y a lieu, les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de la partie contractante qui aura rendu cette formalité nécessaire.

ARTICLE 19. LITIGES - TRIBUNAL COMPETENT

Tous les litiges survenant lors de l'application du présent marché et qui ne pourraient être réglés à l'amiable entre les parties, le seront par voie d'expertise.

L'expert sera désigné d'un commun accord et proposera son arbitrage dans les 20 jours suivant sa mission.

Dans le cas où l'une des parties contesterait le résultat de l'expertise, la juridiction compétente pour trancher en dernier ressort sera le tribunal compétent du litige de la SDH. Elle sera saisie dans les huit jours suivant la remise du rapport de l'expert à l'initiative de la partie qui serait en désaccord avec ses conclusions. Faute de saisie de ce même tribunal dans le délai, le rapport de l'expert est réputé avoir recueilli l'agrément des parties.

ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG

L'ARTICLE DU CCAP	DEROGE A L'ARTICLE DU CCAG
1.2	3.1.2
2	4.1
4.1	21
6.8.3	11.1
6.9.4	11.8.5
7.2.2	20.2
7.2.2	21
13.1.1	16.2.4
15.2	29.1